

Tribune du groupe des élu•e•s communistes et républicains de Chalette sur Loing –
Octobre 2018

L'État et le service public

L'Etat est garant du service public car c'est nous qui le finançons à travers les différents impôts et taxes. Nous devons exiger un service public de proximité et de qualité mais nous assistons partout à sa dégradation avec des réductions de personnel dans les administrations de l'état, des privatisations, des suppressions de services.

La Poste pratique une politique de fermeture de bureaux, surtout dans les communes rurales et dans les quartiers prioritaires. À Chalette, le maire a reçu les responsables de la Poste pour parler d'une réorganisation des bureaux de poste. Sa crainte a été confirmée lors de cette réunion et dans un courrier reçu le 13 septembre :

- fermeture du bureau de poste de Vésines qui serait transformé en relais commerçant ;
- réaménagement des horaires d'ouverture du bureau de poste du Bourg.

Nous avons assisté au fil du temps à la dégradation du service public postal à Vésines avec un espace réduit et moins de services, une réduction des horaires d'ouverture et du personnel, des difficultés à se rendre dans les autres bureaux de poste compte tenu de notre réseau insuffisant de transport public.

Suppression annoncée de 120 000 postes de fonctionnaires

, 50 000 dans la fonction publique d'état et 70 000 dans les collectivités : dans l'immédiat, suppression de 2 000 postes à Bercy et 1 800 dans l'éducation nationale. Pour répondre au diktat de l'Europe, jusqu'où le gouvernement va-t-il nous sacrifier ? La SNCF, dans le prolongement de la réforme de 2018, tombe le masque : baisse de l'offre des dessertes, fermeture des guichets dans les gares remplacés par des automates.

Les préfectures et sous-préfectures : les services de carte grise et de permis de conduire sont maintenant sur Internet, avec des démarches trop compliquées et qui ne fonctionnent pas correctement. Les guichets ont disparu laissant place à des ordinateurs. Les passeports sont à la charge de certaines communes. Pourquoi l'état ne fournit-il pas aux communes le matériel et le personnel pour traiter les demandes de passeports et de cartes d'identité ?

La liste est longue, la déshumanisation du service public continue à grande vitesse. Où va le service public ?